

Philippe TROCME (X-31)  
en 1941, Capitaine, Chef de Groupe "J-3"

- 1 -

AVRIL 1993

dans l'encadrement de la promotion  
1941 de Polytechnique (à Villeurbanne)

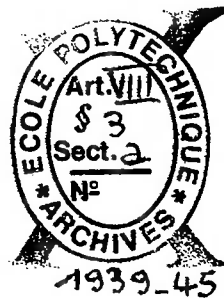
AVANT-PROPOS

En introduction aux lignes qui suivent - rappel des événements partagés à VILLEURBANNE avec la Promo 41, entre Janvier 1942 et fin Novembre de la même année - on trouvera quelques indications qui permettront de mieux comprendre comment je me suis trouvé mêlé à cette période de la vie de l'Ecole, comment je l'ai moi-même vécue, sur quelles bases reposent mes souvenirs reconstitués.

Il apparaîtra ainsi que ce texte n'est pas l'aboutissement d'un travail d'historien, mais qu'il doit être regardé comme un simple témoignage. J'ai essayé de le rendre aussi objectif que possible, avec l'espoir qu'il pourra apporter une contribution - très modeste et partielle - à l'histoire d'une période très controversée qui reste à écrire.

En annexe (en raison de leur caractère plus confidentiel), j'ai résumé les opinions que je m'étais forgées sur les principaux représentants de la hiérarchie de l'Ecole, souhaitant qu'à chacun soit rendue la justice qu'il mérite.

Que l'on veuille bien m'excuser si je donne l'impression de me mettre trop souvent en scène.



**X RESISTANCE**

5, RUE DU HAMEAU  
92190 MEUDON

## INTRODUCTION

Arrivé à LYON à la rentrée de Janvier 1942, j'ai aussitôt reçu une affectation de "chef de groupe" avec la Promo 41, installée à VILLEURBANNE. J'ai quitté mon service à l'Ecole le 28 Novembre 1942. Je n'ai donc participé à son histoire que pendant une brève période: 11 mois au maximum, moins de 10 mois si l'on tient compte des périodes de congés.

Je venais alors tout droit du MAROC, où je me trouvais depuis cinq ans et demi, où notre préoccupation principale, sous l'impulsion du Général WEYGAND, était de maintenir une force armée entraînée physiquement et moralement, prête à reprendre le combat avec les Alliés, dès que l'occasion nous en serait donnée, même avec des matériels désuets. Je craignais cependant que les événements attendus se déclenchent en Europe directement et que, comme cela s'était déjà produit en 39-40, nous restions une fois encore à l'écart. C'est pourquoi j'avais profité d'une possibilité offerte d'affectation en FRANCE.

Au MAROC, nous étions très éloignés et, en fait, très ignorants de la situation réelle en FRANCE, très peu au courant aussi de la propagande diffusée par la radio nationale et par une presse "aux ordres". Nous avions, bien sûr, entendu parler des lois raciales et anti-français, mais elles ne nous avaient pas touchés effectivement.

J'ai donc dû, à VILLEURBANNE, m'insérer dans un contexte très nouveau pour moi. Mais comme j'arrivais au début du second trimestre scolaire, je n'avais pas participé aux réunions préparatoires à la rentrée. Prenant le train en marche, je me suis forgé seul une certaine conception de ma fonction et je suis resté totalement ignorant de tout ce qui avait pu être sujet de débat (1).

Quand j'essaie de reconstituer ce que furent mes premiers mois à l'Ecole, je retrouve surtout une impression de malaise, qui fut assez forte et continue pour que, très vite, je me sois demandé si je ne m'étais pas fourvoyé et que j'ai cherché des portes de sortie. Cette impression ~~axaxixixix~~ a connu son paroxysme au moment du débarquement des Alliés en Afrique du Nord, et a abouti à mon refus d'accepter la passivité officielle.

Pour étayer mes souvenirs et donner quelque consistance objective à ma contribution d'aujourd'hui, je n'ai disposé que de bien peu d'éléments: trois documents venant de la direction de l'Ecole, retrouvés récemment, sur lesquels je reviendrai car ils sont significatifs; une correspondance familiale abondante, mais forcément discrète, sur les sujets délicats; quelques brèves notes personnelles.

C'est peu de chose, suffisant cependant, même si les faits marquants sont inexistant (jusqu'à Novembre 1942), pour reconstituer les contraintes intellectuelles et morales imposées aux cadres et aux élèves.

---

(1) C'est le moment de dire, pour ne plus y revenir, que jusqu'à une date toute récente (fin 1992) je n'ai jamais entendu parler de l'application des lois raciales aux résultats du concours d'entrée ou à l'intérieur de l'Ecole. Je n'ai gardé aucun souvenir de discussions sur le thème du racisme.

CHEF DE GROUPE A VILLEURBANNE (1er Semestre 1942)

L'X que je découvre à VILLEURBANNE à la rentrée de Janvier 1942 est bien différente de celle que j'ai connue 10 ans plus tôt, sur la Montagne Sainte-Geneviève. La guerre 39-40 et la défaite, la Révolution Nationale sont passées par là !

Le souvenir conservé de mes deux années d'Ecole comme élève (souvenir excellent d'ailleurs) était, malgré l'internat, celui d'une très grande liberté de vie et de pensée. Avec la hiérarchie, officiers et sous-officiers, les contacts étaient fort discrets, limités au contrôlé d'un minimum de respect du cadre de vie communautaire, dans une ambiance militaire "bon enfant", plus soucieuse du respect des traditions que de discipline formelle. Dans l'ensemble, encadrement d'une part, élèves de l'autre, tout le monde jouait le même jeu.

La "Révolution Nationale" avait d'autres ambitions, contre lesquelles, à mon arrivée, je n'avais pas d'a priori défavorable. De ce que fut cette doctrine, je retiens deux traits fondamentaux, tout au moins ceux qui, à l'époque, m'ont paru importants: affirmation de la place éminente qui revient au "chef" dans toute société organisée, d'où la recherche et l'enseignement des qualités essentielles que doit posséder tout individu investi d'une responsabilité; importance donnée à la formation des jeunes pour leur transmettre les valeurs dont l'oubli serait à l'origine du désastre de Mai 1940: courage, dévouement, sens du service, esprit de sacrifice, etc... De telles orientations n'avaient rien qui puisse rebuter quelqu'un qui, comme moi, sans avoir pu le pratiquer, avait vécu dans un milieu imprégné par le scoutisme, et qui, depuis plusieurs années, avait été amené, professionnellement, à réfléchir sur l'aspect social de sa fonction: LYAUTEY et le "Rôle social de l'officier" étaient encore très actuels.

J'étais bien conscient cependant que, du fait de l'ambiance générale, deux écueils seraient difficilement évités:

- le danger de l'endoctrinement, c'est à dire le passage de la présentation de principes de vie à l'édification de règles du "bien penser";
- le passage de l'endoctrinement moral simple à l'endoctrinement politique, visant à conduire l'élève à l'obéissance docile aux thèses officielles et aux lois et règlements qui en découlent.

Le rôle du "chef de groupe" en 1942 était donc très différent de celui du "pitaine" de l'Ecole traditionnelle. Il avait la responsabilité d'un groupe d'élèves (30 à 40) qu'il devait prendre en charge dans les domaines de l'éducation générale (formation morale) et sportive, cela sous l'autorité du Directeur de l'Education Générale et Sportive (D.E.G.S.). L'Ecole était "civilisée", mais la quasi totalité des cadres de la DEGS étaient des officiers détachés. La vie quotidienne était rythmée par un règlement intérieur d'inspiration très militaire, plus ou moins contraignant selon que l'on mettait l'accent sur l'esprit ou sur la lettre. Outre leur rôle d'éducateurs, les chefs de groupe, à tour de rôle, assuraient ce service disciplinaire.

Telle était la situation de principe. Qu'en fut-il en pratique?

Assez vite, je pris conscience d'une ambiguïté qu'en l'absence de directive claire je ne pus lever avant plusieurs mois: qu'attendait on de nous, chefs de groupe? De quelle mission étions-nous réellement chargés auprès des élèves? La réponse aurait dû venir du DEGS; il n'y avait malheureusement rien à attendre de lui.

Je me suis donc donné une réponse personnelle. Le service général mis à part, je ne pouvais me sentir le "chef" des élèves de mon groupe; tout au plus pouvais-je me considérer comme un frère aîné, essayant d'ouvrir leurs esprits à quelques problèmes de la vie. La priorité des études scientifiques ne pouvant être mise en cause, nos possibilités d'action étaient plutôt marginales.

Qui étaient d'ailleurs ces élèves? Une partie d'entre eux ressemblaient assez à ce que nous étions au même âge, 10 ans plus tôt: des potaches prolongés, sans connotation péjorative. Mais d'autres avaient été secoués par la tourmente de 1940, étaient largement plus mûrs et vibraient à toutes les nouvelles et rumeurs diverses en circulation. Je ne pensais donc pas pouvoir intervenir auprès d'eux comme dans une bulle aseptisée, coupée des réalités de l'époque. Encore moins pouvais-je me placer en propagandiste des thèses officielles: moi-même, bien qu'ayant en Juin 1940, après quelque hésitation, accepté l'armistice comme un mal inévitable, qui permettrait au moins de reprendre souffle, j'étais à leur égard dans la plus extrême réserve. Je me suis donc gardé de toute intervention autoritaire comme de toute prise de position conformiste.

A l'égard de mes collègues, tous bons camarades, de promotions voisines de la mienne, je ne voudrais pas être injuste. J'ai conservé l'impression cependant que la plupart d'entre eux n'avaient ni les mêmes hésitations ni les mêmes scrupules que moi et qu'ils se situaient, tant personnellement que dans leur action auprès des élèves, sur la ligne "politically correct" comme on dit aujourd'hui.

Mais rien n'était écrit: chacun était en fait libre de conduire son affaire comme il l'entendait. Le DEGS ne se souciait que d'une chose: que la discipline règne, comme à la caserne, et qu'il y ait ainsi la paix; entre lui, les chefs de groupe et les élèves le courant ne passait pas.

C'est seulement au moment de la rentrée d'Octobre 1942, alors que j'avais perdu la responsabilité d'un groupe, pour être promu (ou relégué) dans la fonction d'instructeur d'équitation, que je me suis demandé si j'avais vraiment répondu à ce que l'on attendait de moi. A ce moment, en effet, venait de paraître une longue directive sur la fonction de chef de groupe, dans laquelle étaient définis à la fois un cadre de travail et une doctrine. Ce document émanait du Sous-Gouverneur et non du DEGS (1). S'agissait-il d'une simple mise en forme de concepts déjà en vigueur, au moins implicitement, ou de l'aboutissement de réflexions récentes? Je ne saurais le dire aujourd'hui. Toujours est-il que cette directive montre clairement quel message le commandement de l'Ecole voulait faire passer.

Avant d'analyser ce texte en détail, je dois dire que, lachement peut-être, je me suis réjoui de ma nouvelle situation qui m'évitait d'avoir à le mettre en application.

---

(1) Celui-ci, sauf erreur, avait quitté l'Ecole à la fin de l'année scolaire 41-42, s'agissant du Commandant BENARD. Mais il avait été remplacé par le Commandant CASSAGNOU (X-23), docile aux ordres.

LA DIRECTIVE D'AOUT 1942

sur "Le métier de chef de groupe et les activités d'éducation générale" (1)

Cette Directive est présentée comme la conclusion de réflexions qui auraient été conduites en commun entre la Direction de l'Ecole et les Chefs de Groupe, notamment lors de sessions d'étude à l'Ecole des cadres des Chantiers de Jeunesse. Personnellement, je n'ai en aucune façon été associé à sa préparation.

On peut distinguer dans ce document trois parties principales.

La première est consacrée au rôle du chef de groupe "éducateur"

L'objectif à poursuivre est la formation et le "redressement des caractères". Pour s'en approcher, le chef de groupe doit lui-même posséder quelques qualités essentielles, parmi lesquelles "une discipline intellectuelle absolue" vis à vis de ses propres chefs.

Les moyens d'action à sa disposition (éducation physique, cercles d'étude, veillées, sorties, discipline,....) sont étudiés sous tous leurs aspects

Une seconde partie est intitulée "L'Ecole et la Révolution Nationale".

" Nous devons prendre parti pour la Révolution Nationale. L'adhésion des chefs de groupe doit être totale. "S'il ne partageait pas cette conception, son devoir serait d'en avertir loyalement ses chefs. Il devrait quitter l'Ecole".

Alors que, comme je l'ai dit plus haut, je n'avais voulu y trouver qu'un rappel de quelques valeurs fondamentales, il s'agit maintenant d'adhérer à un véritable dogme, autant politique que philosophique, dont la Bible se trouve dans des textes très officiels: "messages et discours du Maréchal, bulletins de l'Institut de formation légionnaire".

On franchit donc les limites de l'endoctrinement. Cependant il est recommandé de ne pas "vouloir inculquer de force des idées, surtout à des élèves de l'Ecole Polytechnique"; "il est nécessaire de faire preuve de prudence et de tact".

La troisième partie porte sur "Le problème extérieur".

Il n'est pas possible de faire l'impasse complète sur la situation dans laquelle le pays se débat. Mais il ne faut pas qu'il y ait confusion entre la Révolution Nationale, valeur absolue reposant sur des principes immuables, et la politique du Gouvernement, pragmatique, et à l'égard de laquelle on conçoit que l'on puisse éprouver une certaine défiance.

---

(1) Sont placées entre guillemets les phrases ou expressions tirées du document analysé.

Mais dans la position où nous trouvons - nous, cadres et élèves, dans l'Ecole- nous ne disposons pas des éléments qui permettraient de critiquer cette politique. Seul, le Gouvernement, nommé par le Chef de l'Etat (le Maréchal) possède ces éléments d'appréciation de la réalité et est en mesure de conduire la politique "objective" qu'elle requiert. Le Chef de l'Etat pourra s'il l'estime nécessaire, se séparer de ce Gouvernement.

Pour nous donc une seule attitude: "confiance et discipline envers le Chef de l'Etat".

Et par notre adhésion à la Révolution Nationale et les efforts que nous pouvons déployer pour qu'elle réussisse, nous éviterons que notre Pays, quelle que soit l'issue de la guerre, soit soumis à l'idéologie du vainqueur, national-socialisme ou communisme.

Conclusion: le "problème extérieur nous dépasse"; il doit rester "au deuxième plan" de nos préoccupations.

Dans quelle mesure cette directive a-t-elle reçu un commencement d'application? Je suis resté trop peu de temps à l'Ecole après sa diffusion, et dans une position en marge, pour pouvoir répondre. A-t-elle pu d'ailleurs tenir (comme une digue) après les événements de Novembre 1942?

NOVEMBRE 1942

Les Alliés débarquent en Afrique du Nord le 8 Novembre; nous apprenons la nouvelle le *lundi* 9. *Dimanche*

Le 10, l'Ecole vit à son rythme normal, mais une certaine effervescence doit s'être manifestée parmi les cadres et les élèves puisque, ce même jour, le Sous-Gouverneur diffuse une "note-guide" pour les chefs de groupe.

Cette note, par certains aspects clairvoyante, reflète l'état d'esprit de quelqu'un pour qui la FRANCE n'est pas partie prenante au conflit et ne doit pas le devenir. On n'y trouve aucune trace d'une préférence pour un camp plutôt que pour l'autre. On ne sait pas encore qui sera vainqueur des Allemands ou des "Anglo-Saxons". Une seule chose est sûre: la FRANCE vient de perdre la seule carte dont elle disposait encore vis à vis des uns comme des autres.

Dans cette situation, difficile pour le Gouvernement, une seule attitude s'impose: "discipline rigoureuse".

Un dernier paragraphe "attire l'attention sur le fait que des officiers de l'Armée ont violé leur serment de fidélité au Chef de l'Etat, en passant à la dissidence". "Le fait qu'une faute aussi déshonorante ait pu être commise prouve un abaissement de la morale générale et une diminution du sens de l'honneur". Qui était visé? L'Amiral DARLAN? La grande majorité des cadres de l'Armée d'Afrique, ralliés dans la joie dès le 10?

Comment cette note a-t-elle été reçue? Entre chefs de groupe, il y a eu des discussions dans lesquelles je crois que le conformisme a été dominant. Je n'ai pas su directement quelles furent les réactions des élèves à l'évènement et au commentaire "maison".

Toujours est-il qu'ils sont réunis le 16 Novembre en amphigénéral (après l'entrée des Allemands en zone libre, le service d'ordre à LYON étant assuré par des troupes françaises!). Une note de ce jour résume les idées qui vont être exposées.

Thème d'introduction: l'honneur. Allusion au "baroud d'honneur" tentés par certains (Général de LATTRE?), présenté comme une faute: on a confondu un "honneur personnel" avec l'intérêt de la FRANCE. Le seul "véritable honneur militaire est de servir", et servir consiste seulement à être discipliné. Aujourd'hui, 16 Novembre, "la crise aiguë est passée"; il nous faut réagir contre nos sentiments personnels en nous "jetant dans le travail".

Thème final: "le Maréchal est libre; il saura donner à temps les ordres que nécessiteront les circonstances. Donc confiance". Pour le Maréchal, la seule mission de l'Armée, c'est qu'elle continue d'exister jusqu'au règlement final. Sa-chons sacrifier nos élans et nos idées personnelles, comme lui-même se sacrifie pour le Pays.

Ainsi, toute la philosophie du Commandement repose sur la fidélité à un homme providentiel; le summum de l'honneur se trouve dans l'obéissance passive et l'abandon de toute réflexion personnelle(

---

(1) D'où la question suivante: la Révolution Nationale a-t-elle eu pour objet, ou seulement pour résultat, de produire des machines à obéir, plutôt que de susciter des hommes capables d'engagement?

Cette position n'a pas évolué dans les jours qui ont suivi, jusqu'au 27 Novembre, date de la destruction de l'Armée de l'armistice et du coup de force (manqué aux yeux de certains) contre la flotte à TOULON.

Le statut civil de l'X l'a mise à l'abri de l'agression. Grâce à lui, le concept d'obéissance totale continuera à faire la loi, et le travail scolaire, yeux et oreilles bouchés, restera le seul horizon proposé (ou imposé) aux élèves.

+  
+ +

Pour ma part, j'avais atteint le bout de la patience. Dans ma position de chef de groupe "haut-le-pied", je ne me sentais pas de responsabilité directe auprès des élèves. Je n'avais non plus aucun droit de jouer les perturbateurs. Dans ces conditions, le 28 Novembre je remis ma démission aux autorités de l'Ecole, sans leur en cacher les motifs. Je n'ai pas été compris, mais je n'ai pas non plus été sanctionné.

J'ai cessé aussitôt tout service à l'Ecole et j'ai quitté LYON définitivement le 10 Décembre.

La suite des événements m'échappe donc complètement dès ce moment. Je n'en ai su que des bribes, par l'intermédiaire des conscrits évadés de FRANCE, rencontrés à diverses reprises, en 1943 et 1944, en Espagne puis en Afrique du Nord.

Par eux, j'ai su que l'Ecole officielle avait poursuivi imperturbablement sur la même orientation et que les élèves avaient été maintenus sous la chape écrasante d'une discipline aveugle. Les "dissidents" avaient été radiés par le Conseil de Discipline. Plus tard, l'Ecole n'a pas su éviter le départ d'élèves au STO; elle l'a même organisé.

Après ces rencontres, je me suis demandé si mon départ solitaire n'avait pas été une sorte de trahison à l'égard des élèves, de certains d'entre eux tout au moins. J'ai envisagé de rédiger un rapport sur la situation que nous avons connue, mais je ne disposais d'aucune référence objective pour étayer ce qui pouvait être considéré comme simple rancune personnelle. L'engrenage des événements m'a d'ailleurs empêché de persévérer dans ce projet.

Quand je suis revenu en FRANCE, en 1947, arrivant cette fois d'Extrême-Orient, trop d'événements nouveaux s'étaient succédés, le courant de l'Histoire s'était déplacé; Je n'ai plus cherché à renouer le fil interrompu.

Je ne peux que regretter de n'avoir pas été tout de suite au bout de mes intentions. Mon témoignage aujourd'hui a-t-il encore quelque portée?